agenzia fides
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org
Fondata nel 1927

AFRIQUE/SOUDAN DU SUD - Pour la Conférence épiscopale, ni l'Eglise ni la société civile ne doivent être exclues des négociations de paix

Juba (Agence Fides) – Pour quelle raison l'Eglise a-t-elle été exclue des négociations de paix d'Addis Abeba, se demandent les Evêques du Soudan et du Soudan du Sud dans l'Exhortation pastorale publiée au terme de leur Assemblée plénière qui a eu lieu à Juba du 21 au 31 janvier.
Les négociations en cours dans la capitale éthiopienne, sous l'égide de l'IGAD, ont pour but de trouver un accord de paix définitif – après le cessez-le-feu du 23 janvier – entre les deux factions rivales du SPLM – Mouvement de libération du peuple soudanais, parti aux affaires – répondant respectivement au Président Salva Kiir et à l'ancien Vice-président Riek Machar, qui ont fait sombrer le Soudan du Sud dans la plus grave crise depuis son indépendance en juillet 2011.
Les Evêques rappellent que les églises du Soudan du Sud ont été appelées à jouer un rôle de médiateur dans le cadre d'autres crises. Ces jours-ci en effet un accord a été signé entre le gouvernement et la rébellion de David Yau Yau dans l'Etat du Jonglei, grâce à la médiation des églises (voir Fides 31/01/12014).
L'exclusion des églises et d'autres groupes civils, soulignent les Evêques, risque de miner à la racine tout futur accord entre les belligérants. « Quelle légitimité peut avoir un accord signé à Addis Abeba par des groupes militaires qui déterminent notre avenir ? Un petit groupe de responsables politiques provoque une crise dans le cadre de laquelle leurs partisans dévastent le pays : comment est-il possible de faire confiance à ce seul groupe dans le cadre des négociations dans le cadre desquelles les citoyens n'ont pas la possibilité de s'exprimer ? »
Le document souligne que les violences ayant débuté le 15 décembre dernier dérivent d'une crise à la tête du SPLM, dont les tensions internes « ne doivent pas déstabiliser le pays », et de la diffusion de la corruption et du népotisme. A cela s'ajoutent des tensions entre les différentes communautés alimentées « par les récits négatifs qui enveniment les relations sociales ».
Les violences de ce dernier mois ont intéressé en particulier le Diocèse de Malakal dont le territoire s'étend sur les Etats de Jonglei, du Haut Nil et d'Unité. Les Evêques lancent un appel à la solidarité de tous pour aider les populations en difficulté.
Le document s'achève en réaffirmant la volonté de l'Eglise de contribuer à la paix et à la réconciliation nationale ainsi qu'à la promotion humaine au Soudan du Sud et au Soudan. (L.M.) (Agence Fides 01/02/2014)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it